Année XXII. N° 600 — 28 Octobre 1922

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Les Elections fédérales

Nous avouons être navrés en songeant aux élections. Tout devrait contribuer à détourner à jamais du vomissement électoral les travailleurs, et c'est par dizaines de mille, au contraire, qu'ils iront aux urnes !

Les marchandages de tous les partis, les pitreries des candidats, le néant des promesses du passé, aggravé par l'impudence des programmes nuls ou irréalisables d'aujourd'hui, comment tout cela ne soulève-t-il pas un sentiment général de dégoût et de révolte à la fois ? Au cours de dizaines et dizaines d'années, depuis que le suffrage universelle fonctionne, comment ne s'être pas aperçu qu'élections et votations se résument pour finir en une immense duperie ?

Le quotidien socialiste ose imprimer en manchette de l'un de ses derniers numéros : *Qui veut procurer le droit de tous au travail doit voter la liste socialiste le 29 octobre.* Comme si le droit de tous au travail pouvait exister autrement que par l'expropriation de tous les moyens de production, de consommation, de transport et d'échange, et comme s'il était concevable que cela pût être obtenu au moyen d'une victoire électorale !

La tromperie est d'autant plus grande qus parti et programme sont plus *avancés*. Il n'y a pas longtemps, les socialistes avaient débarqué quelques-uns de leurs vieux chefs, parce que partisans de l'alliance avec le parti radical, et cette alliance est devenue à nouveau le pivot de la « politique de classe » !

Nous sommes en présence d'une crise économique, qui est en même temps une crise de régime. La situation est particulièrement angoissante, paree qu'un soi-disant socialisme s'obstine à demander à l'ancien régime et à attendre de lui le salut. Le meilleur résultat qu'à l'heure actuelle surtout, le monde du travail peut espérer des élections, c'est le retour à une stabilité plus grande et à un fonctionnement plus normal de l'exploitation capitaliste. Tous les programmes électoraux ne visent et ne sauraient viser à autre chose. C'est donc le renoncement le plus complet au socialisme, dûment préconisé par les socialistes. Comment s'étonner ensuite que l'idée d'une transformation sociale progresse si peu, qu'à l'impuissance de la Société des Nations à réaliser une paix quelque peu sûre et durable, à ramener la « reprise des affaires » corresponde celle de toutes les Internationale et des prétendues organisations de classe à renouveler la vie éeonomique et sociale !

Travailleurs, qui allez encore aux urnes, ayez au moins conscience de ce que signifie votre vote dans le plus favorable des cas : Vous souhaitez que vos maîtres surmontent la crise engendrée par leur crime effroyable de la guerre et que leur domination puisse reprendre une marche régulière... jusqu'au jour où il leur plaira de nous envoyer à une nouvelle boucherie, encore plus scientifique et plus meurtrière ! Vous retournez à une institution du passé ayant renoncé à tout avenir ; vous mendiez un secours au vieux monde faute de conviction en la possibilité d'un nouveau monde ; vous votez ne sachant vouloir et encore moins agir ; vous restez des instruments du pouvoir d'autrui, alors qu'il vous faudrait devenir des agents de votre émancipation.

Voter c'est se livrer d'avance aux gouvernants qui sortiront de l'urne, c'est reconnaître le besoin de maîtres et accepter n'importe lesquels, ce n'est pas même choisir des dirigeants, mais subir forcément ceux que le sort désignera. Voter c'est tout abdiquer !

Travailleurs, désertons donc les urnes, et ce que nous réclamons et voulons, attachons-nous à l'obtenir par l'action directe de chacun et de tous.

Comme quoi le parlementarisme était déjà un éteignoir au temps des tribuns de l'ancienne Rome.

La forme des révolutions de Rome n'est guère variée ; mais c'est qu'aussi la souffrance, qui amène les révolutions, restait toujours la même !

Le peuple se contentait de demander l'abolition des dettes : ses chefs veulent davantage, et, tout en maintenant la réclamation périodique que la misère dicte au peuple, y ajoutent leur préoccupation politique : le partage obligatoire du consulat, et la force de loi attribuée aux plébiscites.

La résistance obligée du patriciat amène la plèbe à user de son grand moyen révolutionnaire : la retraite. La plèbe sort de Rome et va s'établir sur le Janicule. Pour la troisième fois, ce moyen réussit : la frontière est encore trop rapprochée pour que les grands puissent courir le risque d'una guerre civile en face de l'étranger. Un plébéien, Hortensius, est accepté comme dictateur (286 avant J.-C.). Il fait décréter l'abolition des dettes, une nouvelle distribution de terres aux citoyens pauvres, enfin l'obligation pour les comices de choisir chaque année un consul plébéien, et la reconnaissance de la valeur légale des plébiscites.

La dernière barrière était abattue : l'égalité devant la loi était proclamée.

* * *

Le patriciat ne compte plus parmi les institutions politiques de Rome. Les champions de la légitimité aristocratique s'obstineront bien encore à contester le fait accompli et le droit conquis ; mais ils en seront réduits à de vaines protestations, à de misérables chicanes. A Rome comme partout, les partisans des privilèges de naissance forment une faction boudeuse sans base et sans force ; malgré leurs efforts, le consulat ne sortira pas de la « boue plébéienne ».

Vaincus sur le terrain légal, les hobereaux de la légitimité essaient bien de se consoler en conservant soigneusement dans leurs mœurs une supériorité factice ; tantôt c'est un édile plébéien en visite chez son collègue patricien, qui s'aperçoit que les jeunes nobles se sont donné le mot pour ne point se lever devant lui ; tantôt c'est une patricienne qui, pour avoir donné sa main à un plébéien honorable, ayant revêtu les plus hautes dignités, se voit expulsée de la *haute* société, et de la solennité des fêtes célébrées en l'honneur de la chasteté des femmes. Mais cela même ne leur réussit pas : l'édile plébéien fait apporter sa chaise curule, et, du haut de son siège honorifique, confond ceux qui croyaient l'humilier ; la patricienne mésalliée fait construire un temple, et y installe une déesse, protectrice spéciale de la chasteté des plébéiennes.

En même temps que leurs privilèges politiques, les patriciens ont perdu la suprématie qu'ils exerçaient sur leurs clients. Le client, qui vivait à l'origine dans la maison du maître, cultivant avec lui le domaine de la famille suzeraine, a été chargé d'un lot de terre particulier, dont il partageait les fruits avec le maître ; ensuite, il a cultivé pour lui-même, sous la condition d'une redevance d'abord variable, puis fixe. Maintenant il est possesseur, dans la condition d'un fermier. Le lien personnel qui l'attachait au patron s'est relâché peu à peu, a fini par disparaître. La création du tribunat, en assurant une protection à la plèbe, a hâté ce mouvement graduel vers l'affranchissement ; déjà il n'y a plus de clients ; déjà Manlius a pu dire à la plèbe : « Autant vous avez été de clients autour de chaque patron, autant vous serez maintenant contre un seul ennemi. »

Plébéiens, clients, affranchis, tous prennent part au vote, soit dans les tribus, soit même dans les centuries ; chaque classe a le même nombre de votes ; la chevalerie ne vote plus la première. Avec l'égalité du vote, la nature de la loi a changé : ce n'est plus une révélation des dieux aux prêtres ; c'est l'expression de la volonté populaire, fondée sur l'assentiment du plus grand nombre. Les formes électorales sont restées à peu près les mêmes, au moins dans les anciennes réunions des curies et des centuries, mais la cérémonie religieuse n'est plus là que pour la forme. Le candidat doit encore se faire présenter par le consul qui préside, mais le consul est contraint d'accepter tous les candidats et de déclarer que les auapices leur sont également favorables à tous ; les centuries nomment qui elles veulent. Quant aux comices par tribus, elles n'ont jamais admis les mômeries sacerdotales. — Le peuple a enlevé le suffrage aux dieux ou à leurs interprètes, et l'a pris en ses mains.

* * *

Suprématie du noble, suprématie du patron, suprématie du prêtre, tout a disparu. Plus puissante que la trompette de Jéricho de la fable biblique, la voix des tribuns, tonnant sur la place publique, a fait écrouler les vieilles murailles de la forteresse oligarchique !

Il reste une oppression encore : la suprématie du riche. Pour ébranler, pour renverser celle-là, le pauvre compte encore sur ses tribuns. Mais hélas ! les tribuns sont entrés au Sénat ; ils y ont leur siège, dans la salle, à côté des autres magistrats ; ils ont le droit d'y prendre la parole : les tribuns font partie de la hiérarchie officielle. La contagion va les gagner, le contact de la grande assemblée conservatrice va arrêter leur élan révolutionnaire ; ils vont se mêler aux petites intrigues de la curie romaine, ils vont entrer dans les groupes parlementaires, dans les coteries d'opposition plus ou moins mitigée ; ils se prêteront à des compromis ; ils parleront bien au Forum pour faire plaisir au peuple, mais garderont le silence au Sénat par crainte d'inquiéter les gens d'ordre. Leur modération deviendra faiblesse.

L'historien le plus aristocratique de la République romaine, l'allemand Mommsen, constate qu'à dater de ce moment « l'histoire ne fait plus une seule fois mention d'un acte d'opposition dirigé contre le Sénat par tout le collège des tribuns, et que si parfois l'un d'eux vient encore, en enfant perdu, tenter une résistance isolée, ses efforfs seront arrêtés sans peine, souvent même avec le concours de ses propres collègues. »

De tout temps, l'atmosphère des assemblées conservatrices a été fatale à l'éloquence démocratique ; pour des tribuns, le parlementarisme est un éteignoir.

Quand les tribuns de la plèbe sortiront de leur léthargie, il sera trop tard.

Yves Guyot et Sigismond Lacroix.

(Histoire des Prolétaires, p. 103.)

L'économie bourgeoise ne concevra jamais dans les crises du travail un autre remède que l'aumône; et c'est une aumône courte que celle des épiciers.

E. Leverdays.

Brochure à répandre pour les prochaines élections fédérales :

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Pour alimenter la conversation

Le ministre de l'Intérieur de la République Française, M. Maunoury, a invité les préfets à mettre en demeure les ouvriers agricoles étrangers, qui auraient rompu leurs contrats de travail, *de reprendre l'emploi pour lequel ils ont été embauchés à l'origine ou de quitter le territoire.* Une prochaine circulaire étendra à l'industrie les dispositions prises pour l'agriculture.

Ainsi, dans un conflit d'ordre privé, c'est l'arbitraire administratif qui interviendra, c'est la poigne du préfet qui s'appesantira sur les ouvriers étrangers. Ceux-ci vont cesser en France d'être libres de leur corps, de leurs bras et de leur marchandise-travail. Ils n'auront pas le droit de chômer, mais à leur gré les patrons auront celui de les faire chômer. Liberté! Egalité! Comme la République était belle sous l'Empire.

* * *

L'*Action Française*, — pas celle qui s'intitule *La Suisse* à Genève, — celle de Paris, à l'occasion du centenaire de l'exécution des quatre sergents de La Rochelle, coupables d'avoir été républicains, a écrit ces lignes que nous ne devons pas oublier :

« Louis XVIII n'usa pas du droit de grâce. Le devoir, dit-il, marche avant la pitié. C'était la raison même. »

A plus forte raison, les impitoyables ne doivent s'attendre à aucune pitié. Souvenons-nous en.

* * *

Il y a longtemps que la comédie dure.

Un fait. En 1868, le prince Gortchakoff, au nom du doux tzar, demanda au gouvernement français que les balles explosibles fussent désormais supprimées. Bien entendu, cela lui fut immédiatement accordé. On devait continuer à s'entretuer, mais sans explosion!

On sait à quels raffinements dans le meurtre, la science aidant, a donné lieu la dernière guerre. Mais ce n'est pas faute d'avoir joué, auparavant, d'innombrables comédies dans le genre de celle que nous venons de rappeler. Et ça continue. On « amuse » le peuple avec ces perpétuelles hypocrisies et, quand on le jette brusquement dans la tuerie, les pires atrocités sont mises en œuvre.

Il n'y a qu'une solution : plus de casernes, plus de soldats ! Plus un sou, plus un homme pour le militarisme! C'est du reste ce qu'ont promis les partisans de la S. d. N., en 1920, par leur affiche : « Du fer de ces épées, nous forgerons des socs de charrue. » A moins que ces messieurs ne soient des comédiens, eux aussi. C'est plus que probable.

* * *

L'Américain Griffith a consacré à « la naissance d'une nation » un film où il a fait revivre l'assassinat de Lincoln et la Guerre de Sécession. Ce film, présenté et applaudi dans toute l'Amérique et en Angleterre, a été interdit en France.

Les bourgeois français qui ont, en assassinant Louis XVI, la reine, des centaines de créatures de l'ancien régime, et en prenant les armes contre la réaction européenne, fait « leur » révolution, n'aiment pas qu'on rappelle, même indirectement par ce qui s'est passé en Amérique, cet exemple mémorable. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que j'ai fait.

* * *

Il y a deux ans le musicien Ravel a refusé la croix de la Légion d'honneur. Cette année, c'est le tour du poète Francis Jammes et d'un peintre de marine dont le nom m'échappe. Chez les gens de valeur, la boutonnière vierge honore.

Comme on comprend ça quand on voit à Genève un Edgard Junod-Julie, un Dubochet P. D. B., un Martinet-Zed, rubannés. Ce n'est certes pas pour services rendus aux arts et aux lettres qu'on les a embauchés dans cette Légion dite d'honneur. Alors pourquoi?

Ah! qu'on est fier de voir qu'à Genève il n'y a pas un quotidien qui n'ait son ruban à la patte. La liberté de la presse! L'apostolat de la presse!... Tiens, gosse, prends ces journaux et va les jeter aux balayures. Pouah!

* * *

Nos maîtres, de 1914 à 1918, ont fait 30 millions de victimes. Ce qui reste patauge dans le gâchis sanglant. La misère s'étend, les ruines s'accumulent. Et nous supportons ça. De quelle pâte sans levain sommes-nous faits? Chrétiens, quand vous inspirerez-vous de cette parole de Jésus : « N'appelez personne votre maître ». Révolutionnaires, quand comprendrez-vous ce cri de Blanqui : « Ni Dieu ni maître ». Que de misères seraient alors évitées!

* * *

Un rédacteur du *Journal de Genève* ayant demandé à un Turc : « Qui donc vous a fourni les armes et les munitions ? » a reçu cette réponse : « Mais, TOUT LE MONDE (nous soulignons) : elles arrivaient de tous les ports : il suffisait d'y mettre le prix. »

Et c'est exact... par extraordinaire !

Rien ne montre mieux ni plus scandaleusement la tartuferie de nos maîtres. En même temps qu'ils font faire de vertueux discours à la Société des Nations, ils entretiennent la guerre et lui fournissent ses moyens. Le trafic des engins meurtriers est, après les cinq ou six « paix » de 1919, aussi important ou presque que pendant la guerre. Ceux qui peuvent « y mettre le prix » n'ont aucune difficulté à se procurer des armes et des munitions. Et la chrétienté n'éprouve aucun scrupule à remplir les arsenaux des musulmans en lutte avec des chrétiens, auxquels, du reste, elle fournit aussi artillerie, fusils et munitions, pour autant qu'ils peuvent payer. La religion? La patrie? C'est bon pour les imbéciles.

L'œil des Pâquis.

Un peu d'histoire

Le *Journal officiel* français, qui donne in extenso les discours aux Chambres, n'est pas toujours fastidieux à parcourir. On y trouve ce que nos journaux ont soin de supprimer dans leurs comptes rendus des séances parlementaires, ce que la foule ne doit pas savoir, tout ce qui pourrait parfois faire réfléchir un lecteur.

Dernièrement, un député de la droite, du Bloc National, mutilé de la guerre, M. About, avouait amèrement qu'« on nous a bourré le crâne ». Si les réactionnaires le disent maintenant, qui le niera?

Quelques jours après, on pouvait lire que « les Tréfileries du Hâvre, la maison Schneider, ont, l'une majorée de plus de quarante millions les fournitures facturées à l'Etat, l'autre préféré garder à Briey ses usines intactes, plutôt que de faciliter les opérations de nos armées », pendant la guerre.

Voilà le patriotisme : des sots qu'on mène à la boucherie, tandis que les fripouilles emplissent leurs coffres de millions.

Quant au bassin de Briey, cela exige une explication. En 1914, les Allemands l'envahirent, privant ainsi la France du fer et de la houille qui s'y trouvent en abondance et, du même coup, pourvoyant l'Allemagne de ces précieux produits. Verdun n'était en ligne droite qu'à quarante kilomètres de Briey. C'était donc une menace qui explique pourquoi le Kronprinz sacrifia des centaines de mille hommes devant Verdun. Hécatombes inutiles, boucheries superflues, car les Schneider tenaient le gouvernement français et jamais aucune tentative de destruction quelconque, par avions ou par canons, ne fut entreprise sur Briey. Les mines et les usines de Schneider restèrent intactes.

Or, — et c'est là le scandale —, le 20 mai 1915, dans leur manifeste au chancelier, les six grandes associations économiques de l'Allemagne avaient insisté sur ce point : « Si la production de la minette etait troublée, la guerre serait perdue. » Et dans un autre passage de ce document, il était encore dit que « certainement, si la production de fer brut et d'acier n'avait pas été doublée en Allemagne, depuis 1914 (par l'occupation de Briey), la poursuite de la guerre eût été impossible. »

Ainsi, pour les Schneider, pour n'endommager en rien leur propriété, on épargna ce bassin de Briey sans lequel, de leur propre aveu, les Allemands n'auraient pas pu poursuivre la guerre. Tout cela était connu, mais des millions d'hommes furent tués et des ruines s'entassèrent *ailleurs* sur des ruines, alors qu'on avait le moyen de mettre fin à la guerre. *Les Schneider ne le voulaient pas*, et serviles, l'état-major et le gouvernement français s'inclinaient. Sacrifier quelque chose de la propriété des potentats du Creusot? Impossible. Il valait mieux faire tuer des monceaux d'hommes et infliger au monde des souffrances inouïes.

Telle est la mentalité de nos maîtres, épouvantables criminels, odieux bandits pour qui les larmes des autres sont de l'or, le sang de l'or, les cadavres, les mutilés de l'or, la misère de l'or, encore de l'or, toujours de l'or. XX.

Samaine sociale

Les catholiques genevois viennent de consacrer cinq soirées à la question sociale. Dnns la salle de leur théâtre de l'Avenue du Mail, absolument pleine chaque fois, les orateurs ecclésiastiques et laïques se sont succédés, et tous les tours et tons ont été employés : éloquence de la chaire, déclamations du propagandiste salarié, langage de l'homme d'affaires exposant son entreprise de collaboration des classes, onction, emphase, rondeur, simplicité, familiarité, poésie et prosaïsme, tout a servi *ad majorem Dei gloriam.* Total des dépenses oratoires : 1500 francs en cinq jours !

Résumer deux douzaines de discours et conférences, nous ne l'essaierons pas. Nous dirons en quelques lignes nos impressions. La première est que les organisateurs furent assez dépités de n'avoir pas en face d'eux des contradicteurs. Celui qui écrit croit, en effet, avoir été le seul intrus parmi ces auditeurs « si homogènes », selon le mot maintes fois employé par l'abbé Savoy qui n'en a pas moins accusé les contradicteurs absents de n'avoir pas le courage de leur opinion. Plusieurs fois je me suis tâté et demandé si je ne devais pas souligner certaines... erreurs criantes, mais

Que vouliez-vous qu'il fît contre tous?
Qu'il mourût!

Je serais certainement mort à la peine parmi ces fidèles désaccoutumés de libre examen. Le mieux est de les laisser aux prises avec les réalités qui se chargeront bien de les instruire.

Seconde impression. Depuis plus d'un siècle, la classe ouvrière consciente crie ses souffrances, et que de fois ses cris ont été couverts par le bruit de la mitraille! Le repos de quelques bonnes âmes en fût troublé. Un Gaspard Mermillod, un Robert et un Albert de Mun, un La Tour du Pin, un Langénieux, un Descurtins et d'autres conçurent enfin qu'il y avait une question sociale et un effort de charité à faire parmi les catholiques, ceux qui ne sont pas catholiques ne comptant pas, étant des damnés. Pie IX accorda des indulgences à l'Œuvre des cercles d'ouvriers. Mais l'œuvre réunissait des hommes d'intérêts trop différents Elle ne pouvait pas se développer sans arias. On le vit bien quand La Tour du Pin dut renoncer au titre de son étude *Le Socialisme chrétien* (on dit aujourd'hui christianisme social), ce titre ayant soulevé des susceptibilités dans *les hautes sphères.* On le voit encore quand Lœsewitz dans sa *Législation du travail* conclut à la socialisation du capital. On le vit maintes fois encore, tant et si bien que Léon XIII lança son encyclique *Rerum novarum* qui devait réconcilier ceux qui, comme le rédacteur catholique du *XIXe Siècle*, reprochaient aux sociétés chrétiennes d'avoir rendu « le sort de l'ouvrier moderne plus déplorable que ne l'était en plein paganisme la condition de l'esclave », et ceux qui, capitalistes, « n'ont plus de pitié ni de religion dès qu'il s'agit de leurs usines ». L'encyclique ne mit pas fin aux discussions et... les ouvriers sous l'orme attendirent la manne. Ne voyant rien venir, ils allèrent au socialisme et c'est pour les retenir ou les rappeler que, par leurs Semaines sociales, les chrétiens sociaux cherchent à leur rendre l'espérance et à attendrir les patrons. Si nous ne réussissons pas, s'est écrié le dernier orateur, c'est la fin du catholicisme. Les Semaines sociales sont donc avant tout et surtout — deuxième impression, disais-je, — des entreprises de récupération des infidèles que le vent du Royaume des cieux ne nourrit plus.

Troisième impression. Les oppositions d'intérêts, certaines circonstances aidant, ne tarderont pas à se manifester comme avant et après l'encyclique *Rerum novarum.* Et déjà un patron a raconté qu'après la messe, en sortant du Sacré-Cœur (ce qui est un comble!), un de sès collègues, souscripteur aux frais de la Semaina sociale, lui a dit : « Est-ce qu'on ne va pas leur mettre un frein? Ils commencent à uous embêter! » N'était-ce pas là aussi l'avis de M. le conseiller d'Etat Dusseiller, auditeur passif, assistant muet, qui professe qu'avec deux francs cinquante « un ouvrier » peut vivre?

Quatrième impression. Toute cette agitation propagandiste a pour cause les misères de la guerre et les surmisères de l'après-guerre. En contact avec une partie du peuple, les prêtres se sont rendu compte que, pour les éternels pelés et tondus, ça ne peut plus durer. Le baromètre social marque la fièvre. Le patriotisme est en baisse, on admire moins l'armée, on fait moins

d'enfants. Or, il faut de la chair à labeur, de la chair à canon, et que le peuple se réintéresse « à la vie éternelle », ce qu'il fait de moins en moins. Le socialisme lui a appris qu'il faut d'abord vivre la vie terrestre, celle dont nous sommes sûrs. C'est là une idée à laquelle la classe ouvrière ne renoncera plus et les prêtres, convaincus de la chose, — dernière impression — se sont décidés à composer avec elle. Et pour rester chefs, ils rejoignent la troupe et lui font chanter l'Internationale catholique. Ce n'est tout de même plus la vieille chanson. Autres temps, autres couplets.

X.

Les aveux de Lénine

Lénine fait assez souvent des aveux. Simple façon pour lui d'empêcher toute critique. Du moment que le grand homme daigne reconnaître ses erreurs, personne n'a plus le droit de lui reprocher quoi que ce soit. Le dictateur oublie toutefois d'expliquer comment il a pu et peut encore imposer nne *soumission absolue à l'erreur* et une *discipline de fer pour l'action nuisible*. Il n'annonce pas en effet, avoir indemnisé et libéré ceux qu'il a duremeat frappés pour s'être rebiffés lorsqu'il se trompait.

Ecoutons ses propres paroles :

Que nous manque-t-il ? Il nous manque de la culture parmi les dirigeants communistes.

Considérons Moscou avec ses 4700 communistes responsables de sa machine bureaucratique. Qui sont en réalité les dirigeants ? Je doute que ce soit les communistes. En effet, ceux-ci sont dirigés par les autres.

Il arrive ici quelque chose de semblable à ce que l'on nous racontait à l'école, dans notre enfance, aux cours d'histoire. Il advient parfois, nous disait-on, qu'un peuple conquérant se trouve conquis par un peuple qu'il croit dominer. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple conquis, il impose sa culture ; mais s'il est moins cultivé, ce sont les vaincus qui lui imposent leur culture;

Quelque chose de semblable s'est produit dans la capitale de notre République. Nos 4700 communistes ne sont-ils pas soumis à une culture du dehors ?

Que l'on n'aille pas croire pour autant que les vaincus aient une culture élevée. Il n'en est rien. Elle est mesquine et misérable, mais ils en ont plus que nos militants, car ils savent administrer. Les communistes placés à la tête des entreprises — et parfois ce sont d'habiles saboteurs qui les y placent pour se créer un paravent — sont souvent joués.

Cette confession est désagréable, mais nous devons la faire. C'est la leçon de l'année passée et nous devons en prendre note pour l'année prochaine.

Partout les bourgeois ont plus de connaissances pratiques que les meilleurs des communistes. Ceux-ci disposent de la force, ont toutes les facilités et pourtant, avec tous leurs droits et tout leur pouvoir, ils ne savent faire un seul pas en avant.

Vouloir construire la société communiste avec les seules forces communistes, c'est un enfantillage. Les communistes ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer. Ils ne pourront conduire le peuple que s'ils savent trouver la bonne méthode... Nous ne saurons gérer l'économie que si nous savons la reconstruire en utilisant les forces d'autrui et si nous allons nous-mêmes à l'école de la bourgeoisie en l'orientant toutefois dans la voie que nous voulons lui faire suivre. Nous devons maintenant jeter les bases de l'économie socialiste.

Cela a-t-il été fait ? Non.

L'économiste qui pense le contraire commet une erreur capitale. Aujourd'hui il faut distinguer clairement, nettement ce qui constitue le mérite historique mondial de la Révolution, de ce que nous faisons tant bien que mal, de ce qui n'est pas encore fait, de ce que nous devrons recommencer encore à plusieurs reprises.

Ces aveux sont la justification pleine et entière du point de vue anarchiste.

La direction antoritaire de parti est la chose la plus absurde et la plus nuisible du monde. Les ignorants et les incapables qui ont obtenu des places en se disant communistes et en servant aveuglément les dictateurs, là où une besogne était à faire, n'ont pu que s'en remettre à ceux qui avaient les connaissances voulues.

Voilà un nouvel argument en faveur de ce que nous avions dit sur l'*impossible dictature*. La phrase « le pouvoir, tout le pouvoir au Parti », la dictature, en somme, peut bien s'expliquer comme domination matérielle et oppression brutale, mais elle ne signifie rien en tant que valeur morale et force de production et de reconstruction. Les *vaincus* ne valent pas grand'chose, soit, mais comparés aux saboteurs du Parti, ils sont tout de même préférables !

Lénine nous dit que « les communistes ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer », et vient confirmer en tous points ce qu'avait dit Bakounine en combattant « les autorités révolutionnaires » :

La principale raison pourquoi toutes les autorités révolutionnaires du monde ont toujours fait si peu de révolution, *c'est qu'elles ont voulu toujours la faire par elles-mêmes, par leur propre autorité, et par leur propre puissance*, ce qui n'a jamais manqué d'aboutir à deux résultats : d'abord de rétrécir excessivement l'action révolutionnaire, car il est impossible même pour l'autorité révolutionnaire la plus intelligente, la plus énergique, la plus franche, d'étreindre beaucoup de questions et d'intérêts à la fois, toute dictature tant individuelle que collective, en tant que composée de plusieurs personnages officiels, étant nécessairement très bornée, très aveugle, et incapable ni de pénétrer dans les profondeurs, ni d'embrasser toute la largeur de la vie populaire, — aussi bien qu'il est impossible pour le plus puissant vaisseau de mesurer la profondeur et la largeur de l'océan ; et ensuite, parce que tout acte d'autorité et de puissance officielle, légalement imposé, réveille nécessairement dans les masses un sentiment de révolte, la réaction.

C'était bien la peine de faire calomnier une fois de plus Bakounine par un écœurant valet de plume pour reconnaître ensuite qu'il avait raison.

Pas tout à fait, néanmoins, parce que Lénine et consorts, malgré tout, veulent continuer à exercer la dictature. C'est bien simple. La goutte d'eau, le Parti, n'a qu'à *utiliser les forces d'autrui*, c'est-à-dire celles de la mer, à son avantage exclusif. Jamais on n'avait affirmé plus cyniquement la prétention de régner à tout prix, de ne considérer la presque totalité de l'humanité, malgré ses capacités supérieures et infiniment plus grandes, que comme propre à la soumission et rien de plus.

Il y a longtemps que nous avons fait la distinction entre « ce qui constitue le mérite historique mondial de la Révolution », mérite auquel le bolchevisme n'a participé que comme une goutte d'eau dans une mer houleuse, et ce qu'il a fait lui, le bolchevisme, tant bien que mal — plutôt mal que bien —, ou qu'il n'a pas fait du tout, ou qu'il s'apprête à refaire en persistant dans l'erreur ou même en l'aggravant !

Les fanatiques de la dictature comprendront-il, enfin, qu'avec « tout le pouvoir », on vit au jour le jour, tant bien que mal, renouvelant des expériences qui dans le meilleur des cas ne peuvent que réussir *bourgeoisement ?*

La véritable force révolutionnaire n'est pas dans une bureaucratie et dans les cadres d'un parti, mais dans toutes les énergies, les capacités et les connaissances d'un monde soulevé. Et vouloir les dominer, signifie les comprimer, les réprimer et en empêcher le développement et les applications.

La puissance révolutionnaire est par définition une puissance anarchique.

En vente au RÉVEIL :

BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Alcide DUBOIS. Patrie, Patriotisme	— 30
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— La Loi et l'Autorité	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10
— Lettre aux ourviers occidentaux	— 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.

Encore sur la Révolution dans la pratique

Mon dernier article sur ce sujet a attiré l'attention de plusieurs camarades et m'a valu de nombreuses observations et de nombreuses questions.

Est-ce que je n'ai pas été assez clair ? Est-ce que j'ai dérangé les habitudes mentales de quelques-uns qui, plutôt que se tourmenter le cerveau, préfèrent se reposer sur les formules traditionnelles et trouvent fastidieux tout ce qui les contraint à penser ?

Quoi qu'il en soit, je chercherai à mieux m'expliquer, heureux si ceux à qui mes paroles semblent quelque peu hérétiques veulent intervenir dans la discussion et concourir à déterminer un programme pratique d'action, qui puisse nous servir de guide dans les prochains bouleversements sociaux.

Jusqu'ici, nos propagandistes se sont surtout occupés de la critique de la société actuelle et de la démonstration qu'il est désirable et possible de créer une nouvelle organisation sociale fondée sur le libre accord et où tous puissent trouver, dans la fraternité et la solidarité et avec la plus complète liberté, les conditions du meilleur développement matériel, moral et intellectuel. Ils cherchaient avant tout à enflammer les âmes par la conception de cet état de perfection individuelle et sociale que d'autres nomment utopie et que nous nommons idéal, et ils accomplissaient œuvre nécessaire et bonne, parce qu'ils établissaient le but vers lequel doivent tendre nos efforts. Mais ils étaient (nous étions) en défaut, presque insouciants quant à la recherche des voies et moyens qui peuvent nous conduire à ce but. Nous nous occupions heaucoup de la nécessité de détruire radicalement les mauvaises institutions sociales, mais nous ne prêtions pas une attention suffisante à ce qu'il fallait faire ou laisser faire de positif, au moment même ou au lendemain immédiat de la destruction, pour que la vie des individus et de la société pût continuer de la meilleure manière possible. Nous pensions ou agissions, comme si nous avions cru que les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes, par lois naturelles, sans l'intervention consciente de la volonté pour diriger les efforts vers le but préétabli. C'est sans doute à cela qu'est dû l'insuccès relatif de notre œuvre.

Il est temps désormais de regarder le problème de la transformations sociale dans toute sa vaste complexité et de chercher à approfondir le côté pratique de la question. La révolution peut se produire demain et nous devons nous mettre en état d'agir dans son sein avec la plus grande efficacité.

Puisque, en ce moment de transition, la réaction triomphante nous empêche de faire beaucoup pour élargir la propagande dans les masses, utilisons le temps pour approfondir et clarifier nos idées sur ce qui est à faire, tout en cherchant à hâter de nos vœux et de nos actes le moment d'agir et de passer aux réalisations.

* * *

Je place à la base de mes observation deux principes.

1°. L'anarchie ne se réalise pas par la force. Le communisme anarchiste, appliqué dans toute son ampleur et produisant tous ses effets bienfaisants, n'est possible que si de grandes masses du peuple, renfermant tous les éléments nécessaires à réaliser une civilisation supérieure à la civilisation présente, le comprennent et le veulent. On peut concevoir des groupes choisis dont les membres vivent entre eux et avec d'autres groupes semblables dans des rapports de volontaire et libre communauté. Il sera bon qne de tels groupes existent et c'est à nous d'en constituer pour l'expérimentation et pour l'exemple, mais ces groupes ne seront pas encore la société communiste anarchiste; ils seront plutôt des cas de dévouement et de sacrifice à la cause tant qu'ils n'auront pas réussi à englober l'ensemble ou la plus grande partie de la population. Le lendemain de la révolution violente, si révolution violente il y a, il ne s'agira donc pas de réaliser le communisme anarchiste, mais de se diriger vers lui.

2°. La conversion des masses à l'anarchie et au communisme — et même au plus modéré des socialismes — n'est pas possible tant que durent les conditions politiques et économiques actuelles. Et puisque ces conditions, qui maintiennent les travailleurs en esclavage au bénéfice des privilégiés, sont perpétuées par la force brutale, il

est nécessaire qu'elles soient changées par l'œuvre révolutionnaire de minorités conscientes. Donc, si l'on admet le principe que l'anarchie ne se fait pas par la force, sans la volonté consciente des masses, on voit que la révolution ne peut pas être faite pour réaliser directement et immédiatement l'anarchie, mais plutôt pour créer des conditions qui rendent possible une rapide évolution vers l'anarchie.

Elle a été souvent répétée la phrase : « La révolution sera anarchique ou ne sera pas. » L'affirmation peut sembler très « révolutionnaire », très « anarchiste » ; mais en réalité c'est une sottise, quand ce n'est pas, pis encore, un moyen du réformisme même pour paralyser les bonnes volontés et induire les gens à supporter paisiblement le présent dans l'attente du paradis futur.

Evidemment, la « révolution anarchiste », ou sera anarchiste ou ne sera pas. Mais n'y a-t-il pas eu des révolutions sur terre avant que ne se conçoive la possibilité d'une société anarchique ? Et n'y en aura-t-il plus jusqu'à ce que les masses soient couverties à l'anarchie ? Et puisque nous ne réussissons pas à convertir les masses abruties par les conditions où elles vivent, devons-nous renoncer à toute révolution et nous accommoder de vivre en régime bourgeois ?

La vérité est que la révolution sera ce qu'elle pourra et c'est notre tâche de la hâter et de nous efforcer de la rendre aussi radicale que possible.

* * *

Mais entendons-nous bien.

La révolution ne sera pas anarchique si, comme ce n'est que trop le cas, les masses ne sont pas anarchistes. Mais nous sommes anarchistes, nous devons rester anarchistes et agir comme anarchistes avant, durant et après la révolution.

Sans les anarchistes, sans leur œuvre, si les anarchistes adhéraient à une forme quelconque de gouvernement, à nne constitution quelconque dite de transaction, la prochaine révolution au lieu d'être un progrès de la liberté et de la justice et un acheminement vers la libération intégrale de l'humanité, donnerait lieu à de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation pires peut-être que les formes actuelles, ou, dans la meilleure hypothèse, elle ne produirait qu'une amélioration superficielle, illusoire en grande partie et tout à fait en disproportion avec l'effort, les sacrifices, les douleurs d'une révolution, telle que celle qui s'annonce pour un avenir plus ou moins proche.

Notre tâche, après avoir concouru à abattre le régime actuel, est d'empêcher ou de chercher à empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, et si nous n'y réussissons pas, de lutter tout au moins pour que le nouveau gouvernement ne soit pas unique, pour qu'il ne concentre pas dans ses mains tout le pouvoir social, pour qu'il reste faible et vacillant, pour qu'il ne dispose pas d'une force militaire et financière suffisante et soit le moins possible reconnu et obéi. Dans tous les cas, nous, anarchistes, nous ne devons jamais le reconnaître et rester en lutte contre lui, comme nous sommes en lutte contre le gouvernement actuel.

Nous devons rester parmi la masse, la pousser à l'action directe, à la prise de possession des instruments de production, à l'organisation du travail et de la distribution des produits, à l'occupation des bâtiments habitables, à l'exécution des services publics, sans attendre les délibérations ou les ordres d'antorités supérieures — et c'est de toutes nos forces que nous devons concourir à cette œuvre et pour cela il nous faut acqnérir dès maintenant le plus de connaissances que nons le pouvons.

Mais si nous devons être intransigeants dans notre opposition à tous les organes de compression et de répression, à tout ce qui tend à faire obstacle par la force à la volonté populaire et à la liberté des minorités, nous devons bien nous garder de détruire les choses et de désorganiser les services publics que nous ne pouvons remplacer en mieux.

Nous devons nous rappeler que la violence, si elle n'est que trop nécessaire pour résister a la violence, ne sert à édifier rien de bon, qu'elle est l'ennemie naturelle de la liberté, qu'elle engendre la tyrannie et doit par conséquent être contenue dans les limites de la plus stricte nécessité.

Le révolution est nécessaire pour abattre la violence des gouvernements et des privilégiés, mais la constitution d'une société d'hommes libres ne peut être que l'effet de la libre évolution.

Et aux anarchistes de veiller à la liberté de l'évolution, constamment menacée tant que parmi les hommes la soif de la domination et des privilèges existera.

* * *

Une question de grande importance, d'importance vitale, celle qui doit primer toute autre dans l'esprit des révolutionnaires, c'est la question de l'alimentation.

Autrefois s'était répandu le préjugé que les produits industriels et agricoles étaient si abondants qu'il serait possible de vivre longtemps sur les réserves amassées et de renvoyer à plus tard, au jour où serait accomplie la transformation sociale, la nouvelle organisation de la production. Et ce préjugé avait fait fortune parmi les anarchistes. C'était si alléchant comme argument de propagande de pouvoir dire : » Les gens manquent de tout alors que tout abonde et que les entrepôts regorgent de toutes denrées ; les gens meurent de faim et le froment pourrit dans les greniers. » Et puis les choses se trouvaient ainsi tellement simplifiées ! Il suffisait d'un acte d'expropriation pour assurer le bien-être à tous. Quant au reste, on avait le temps d'y penser.

Malheureusement, la vérité est exactement le contraire.

Tous les prodnits sont rares, et il suffit d'une mauvaise récolte ou d'un désastre de quelque importance, pour qv'il y ait manque absolu et impossibilité de pourvoir aux besoins de tous, même dans les limites que le capitalisme impose aux masses populaires.

Il est vrai d'autre part qu'avec les moyens que fournit aujourd'hui la mécanique et la chimie, la possibilité de produire est devenue presque illimitée.

Mais pouvoir produire et avoir produit, cela fait deux. Et un peu par incapacité ou indifférence, beaucoup à cause du système par lequel souvent le profit diminue avec l'abondance et augmente avec la pénurie, les propriétaires et les capitalistes exploitent insuffisamment les moyens de production qu'ils détiennent et empêchent que d'autres les exploitent.

A cause du manque d'ordre inhérent à l'économie individualiste, il y a déséquilibre d'un point à un autre, crises de surproduction, etc., mais au total la production générale est toujours sur le bord de la famine.

Nous devons donc penser que le lendemain de la révolution, nous nous trouverons en face du péril de la faim. Ceci n'est pas une raison pour retarder la révolution, car l'état de la production avec des alternatives de plus et de moins, restera toujours le même tant que durera le régime capitaliste.

Mais c'est une raison pour nous préoccuper du problème et pour penser à la manière d'éviter tout gaspillage, d'indiquer la limitation nécessaire de la consommation et de pourvoir sans retard à activer la production, surtout la production agricole.

C'est là un sujet sur lequel existent quelques écrits, mais qui doit être approfondi par l'étude des moyens techniques permettant de porter la quantité des produits alimentaires à la hauteur des besoins.

Errico Malatesta.

Prochainement nous reviendrons sur la question de l'argent.

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.

Impr. Buzzi-Macherel, Genève.

A propos de notre Congrès

Plus de six mois après que nous avions annoncé dans *Le Réveil* notre décision de commémorer le cinquantenaire du Congrès antiautoritaire de Saint-Imier et après la parution du compte rendu détaillé de nos réunions, *La Suisse* a publié une correspondance de Delémont (?), relatant le mystère de ce que chacun aurait déjà pu lire dans notre numéro de fin septembre.

La nouvelle sensationnelle du quotidien genevois a fait ensuite le tour de la presse suisse et même étrangère.

Nous tenons à déclarer que rien n'a été secret ni clandestin. Bien entendu, nous n'avons invité que ceux qui pouvaient s'associer et s'intéresser à notre commémoration.

La Suisse avec un piètre esprit se plaît à nous faire comprendre que la police savait, que nous avions été repérés par ses mouchards. Un bon point donc au mouchardage helvétique. Nous n'avions, du reste, aucune préoccupation, et aussi bien à Bienne qu'à Saint-Imier tout le monde a pu entrer et assister librement à nos réunions.

La seule chose que nous ayons omise a été de communiquer à la presse à l'avance uotre réunion. Mais, en songeant que les socialistes de guerre et de gouvernement de la deuxième Internationale s'étaient vu interdire de tenir leur congrès à Lausanne, nous nous sommes dit que certes aucun Canton n'autoriserait le nôtre. Et nous avons agi de façon à n'avoir pas à demander d'autorisation, sachant que ce qui nous est permis dans toute l'Europe pourrait éventuellement ne pas être compris dans nos libertés six fois séculaires.

Finances d'Etats

Les budgets de toutes les nations du monde, sauf quatre, sont encore cette année en déficits très importants.

Quant aux dettes, voici quelle est leur progression depuis 1913.

La dette italienne a augmenté de 700 o/o, la dette française de 900 o/o, l'anglaise de 1070 o/o, la suisse de 236 o/o, la hollandaise de 287 o/o, la danoise de 313 o/o, etc., ete.

Ne parlons pas des dettes des anciens Empires centraux, ni de celles des Balkans ou de la Turquie.

Voilà où ont conduit la guerre d'abord et, ensuite, les traités soi-disant de paix qui ont prétendu y mettre un terme.

C'est bien la fin d'un monde, qui s'est suicidé par ses vices et sa monstrueuse inhumanité. Le réformisme ne parviendra pas à le ranimer. Le prolonger un peu par cette espèce d'inutile respiration artificielle, c'est prolonger aussi les souffrances de la classe ouvrière, cruellement et en vain. Cessons donc cet exécrable jeu.

Aux camarades.

Tous les camarades sont instamment invités à assister aux réunions du Groupe, chaque jeudi soir, au local habituel. Causerie et discussion.

Salle Communale de Plainpalais — **Vendredi 3 Novembre** à 8 h. 1/2 du soir

MEETING de PROTESTATION
contre le Gouvernement bolcheviste russe

TRAVAILLEURS, CAMARADES,

Depuis cinq ans qu'un gouvernement soi-disant révolutionnaire est au pouvoir en Russie, il a commis tous les mêmes crimes des régimes les plus odieux du passé. Contre lui — comme contre toutes les autres tyrannies — nous voulons protester et tirer tous les enseignements que cette dernière tragique expérience étatiste comporte pour tous les travailleurs cherchant leur émancipation.

GROUPES ANARCHISTES EN SUISSE.